diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

L’Iran face à la crise syrienne

dimanche 7 septembre 2014,par Mohammad-Reza DJALILI, Thierry KELLNER

Citer cet article / To cite this version :
Mohammad-Reza DJALILI, Thierry KELLNER , **L’Iran face à la crise syrienne** ,
Diploweb.com : la revue géopolitique, 7 septembre 2014.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site **https://fr.tipeee.com/diploweb** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Grâce à son assistance et à son influence en Syrie, Téhéran est parvenu à se rendre incontournable dans le règlement de la crise syrienne. Pour l'expliquer, Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner présentent successivement : L'Iran et les « printemps arabes » : la particularité du cas syrien ; L'assistance multiforme iranien au régime de Damas ; L'élection de Rohani : une nouvelle donne ? Ils intègrent enfin dans leur raisonnement l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), devenu entre-temps l'État islamique (EI)-, un mouvement djihadiste très anti-chiite, qui a proclamé un « califat » situé à cheval sur les territoires du nord de l'Irak et de l'est de la Syrie.

LA SYRIE est une pièce essentielle de la politique étrangère iranienne au Levant. Confronté à la vague des « printemps arabes », Téhéran s'est d'abord plutôt réjoui de ces événements qui lui offraient des opportunités nouvelles dans le monde arabe, avant de dénoncer avec véhémence le « printemps syrien » dès que la contestation populaire a touché le régime de Damas. Dans ce pays, les enjeux pour la République islamique sont tels qu'elle a décidé de soutenir Bachar al-Assad par tous les moyens politiques, diplomatiques, militaires et économiques à sa disposition. Cette politique n'a pas été remise en cause avec l'arrivée au pouvoir d'Hassan Rohani en août 2013, même si l'atmosphère internationale s'est quelque peu détendue et que l'accord intermédiaire sur le nucléaire signé à Genève en novembre 2013, s'il aboutit à terme à un accord définitif, pourrait faire évoluer la position iranienne sur certaines questions régionales. Pour l'heure, grâce à son assistance et à son influence en Syrie, Téhéran est parvenu à se rendre incontournable dans le règlement de la crise syrienne.

I. L'Iran et les « printemps arabes » : la particularité du cas syrien

La République islamique a observé avec grand intérêt les révoltes qui se sont propagées au Moyen-Orient à partir du début de l'année 2011. Son discours officiel a visé à les récupérer idéologiquement en les présentant comme résultant de « *la révolution islamique* » de 1979. **Téhéran a choisi de les qualifier de « *vague d'éveil islamique* »**, insistant sur leur caractère « islamique » plutôt que sur le fait qu'il touchait des pays « arabes ». L'expression de « printemps arabe » ne se retrouve d'ailleurs pas dans sa rhétorique. En dehors de ce discours général, l'appréciation qu'a eue le régime iranien de ces divers mouvements de contestation n'a pas été uniforme [1]. Il a réagi en fonction de ses intérêts idéologiques et géopolitiques, soutenant ceux qui ont touché des pays arabes sunnites conservateurs pro-occidentaux comme la Tunisie ou l'Égypte mais aussi Bahreïn, où la majorité chiite s'oppose au pouvoir sunnite, avant de dénoncer violement celui qui en Syrie a mis en danger son seul véritable allié arabe [2].

L'alliance avec la Syrie est en effet considérée par Téhéran comme l'une des principales réussites de sa diplomatie au cours des trente-cinq dernières années et un instrument particulièrement utile pour assurer son influence régionale. L'axe politique majeur mis en place avec Damas et reliant Téhéran à ce pays, mais aussi au Hezbollah libanais, au Hamas et à d'autres mouvements palestiniens, lui a en effet permis de gagner une profondeur stratégique au Levant et en Méditerranée orientale, d'y étendre son influence, de peser sur l'ensemble de la région et d'y accroître sa marge de manœuvre face notamment aux

Occidentaux –particulièrement les États-Unis. Il lui a offert un instrument vital pour influer sur le conflit israélo-palestinien et pour menacer Israël en cas de besoin. Cet « axe de la résistance » selon la terminologie officielle iranienne, s'est renforcé dans la période post-11 septembre grâce à l'influence développée par Téhéran dans l'ouest de l'Afghanistan après la chute des taliban en 2001 et en Irak après celle de Saddam Hussein en 2003 et l'arrivée au pouvoir des chiites à Bagdad. Mohsen Milani évoque à ce propos dans une étude récente la mise en place d'un véritable « *corridor de la résistance* » reliant l'ouest de l'Afghanistan (Hérat) à Gaza via l'Irak, la Syrie et le Liban [3]. Damas est une pièce maîtresse de ce dispositif. Aussi, face aux manifestations contre le régime syrien qui l'ont complètement pris de court, Téhéran a-t-il réagi très fortement.

Trois moments dans le positionnement rhétorique iranien sur la question syrienne peuvent schématiquement être décelés jusqu'à la fin du mandat de M. Ahmadinejad. Dès le départ, Téhéran a dénoncé les protestations populaires contre Bachar al-Assad comme étant le résultat d'un « *complot étranger* » fomenté par les Occidentaux. **L'action des monarchies du golfe Persique –Arabie saoudite et Qatar en tête- est condamnée comme favorisant la discorde « *fitna* » au sein du monde musulman.** Pourtant, devant l'ampleur des manifestations, le discours officiel iranien se nuance quelque peu. Le silence face à la répression massive en Syrie cède un court moment la place à de timides critiques, notamment par l'intermédiaire de la presse. Le président Ahmadinejad se fera fait lui-même l'écho de ce discours plus nuancé en août 2011, en critiquant la solution sécuritaire en Syrie tout en rejetant « *l'ingérence malfaisante de l'Occident et de certains pays arabes dans les affaires intérieures syriennes* ». Téhéran joue la prudence à ce moment au cas où la situation tournerait en défaveur du régime syrien. Pragmatique et prudent, il cherche à se ménager une marge de manoeuvre en prenant quelques distances –dans sa rhétorique- avec Damas et en nouant des contacts discrets avec certains groupes d'opposition d'orientation islamiste comme les Frères musulmans syriens [4]. Pourtant, au printemps 2012, l'opposition syrienne n'étant pas parvenue à s'imposer sur le terrain militaire et le régime de Bachar al-Assad ayant fait la démonstration de sa capacité de résistance, Téhéran fait le pari de son maintien en place sous une forme ou sous une autre. Aussi reprend-t-il sa rhétorique et réaffirme-t-il son « *soutien total* » au gouvernement syrien présenté comme le « *fer de lance de la lutte contre le sionisme* », raison pour laquelle selon Téhéran il est pris pour cible par les Occidentaux. Cette position a été répétée depuis à de nombreuses reprises [5].

Dans sa lecture des événements en accord avec la version de Damas, les troubles dans le pays résulte d'un « complot » des Occidentaux aidés par la Turquie et certains pays arabes –essentiellement les monarchies du Golfe-, au profit des Israéliens [6]. Téhéran a rejeté sur ces divers pays la responsabilité de l'aggravation des violences [7], niant l'ampleur des protestations populaires et passant sous silence les responsabilités du régime syrien et son extrême violence dans la répression contre sa population comme facteurs d'aggravation du conflit. Cette position a été maintenue jusqu'à la fin du mandat du président Ahmadinejad. Téhéran a ajouté à cette ligne générale un accent particulier dans sa propagande sur l'action des mouvements *djihadistes* sunnites en Syrie au fur et à mesure que les manifestations se transformaient en véritable guerre civile. L'objectif était triple. Il s'agissait de discréditer l'opposition syrienne en assimilant l'ensemble des opposants à Bachar al-Assad à cette mouvance particulière, très minoritaire au départ ; de mobiliser l'opinion chiite en général en faveur du régime syrien en dénonçant l'action de ces mouvements sunnites radicaux anti-chiites ; et enfin de stigmatiser les Occidentaux et leurs alliés pour leur soutien prétendu à

cette mouvance radicale, tout en les inquiétant en pointant le danger d'un soutien à des groupes dont certains étaient proches d'*al-Qaeda*.

II. L'assistance multiforme iranien au régime de Damas

Au-delà de sa rhétorique, la République islamique s'est considérablement engagée en Syrie, dans ce qui est devenu au fil du temps une véritable guerre civile, marquée par l'ingérence de nombreux acteurs étatiques régionaux et internationaux, la présence d'acteurs infra étatiques (groupes rebelles et milices de diverses obédiences), et des tensions croissantes avec les États voisins (Turquie, Irak, Liban, Jordanie, Israël). Cette guerre civile s'est doublé d'un conflit indirect opposant Téhéran d'une part aux Occidentaux et à Israël mais aussi à l'Arabie saoudite, au Qatar –les deux premiers rivalisant d'ailleurs entre eux- et à la Turquie d'autre part, par soutien interposé aux diverses parties syriennes. **Le conflit en Syrie est également devenu un catalyseur des tensions opposants chiites et sunnites au Moyen-Orient**. Cette coloration « sectaire » du conflit additionnée à la rivalité régionale croissante avec les monarchies du Golfe, la Turquie, Israël, et les Occidentaux, a renforcé la volonté de Téhéran de s'y impliquer. Il s'agissait de soutenir son allié syrien pour empêcher une victoire sunnite qui affaiblirait à la fois son influence régionale au Levant mais aussi celle des chiites au Moyen-Orient, inversant la tendance constatée dans la région depuis l'élimination de Saddam Hussein et l'arrivée au pouvoir des chiites à Bagdad. Vu de Téhéran, le maintien d'un régime « ami » à Damas est ainsi devenu vital pour la sécurité même de la République islamique [8] et la survie du régime iranien [9]. Cette perception explique l'ampleur de l'engagement et de l'aide iranienne offerte au régime de Damas.

> Deux étapes peuvent être distinguées en matière d'assistance.

Deux étapes peuvent être distinguées en matière d'assistance. Au départ, optimiste quant à la capacité du régime syrien de contenir les protestations populaires, Téhéran s'est contenté d'offrir **un soutien rhétorique et moral ainsi que des conseils en matière de sécurité publique**, insistant sur la recherche d'une solution négociée et le maintien au pouvoir de Bachar al-Assad. Mais la dégradation continue de la situation sur le terrain vu l'ampleur des manifestations et l'incapacité du régime syrien à les contenir malgré la violence de la répression a accru son inquiétude. Cet état de fait, couplé à l'échec de la mission de l'Onu en Syrie, à l'appui diplomatique et moral puis à l'assistance accordés à l'opposition par certaines pétromonarchies, la Turquie et les Occidentaux, et à l'évolution du contexte moyen-oriental où les tensions entre sunnites et chiites se sont renforcées et où les divers « printemps arabes » n'ont pas produit de gains clairs pour lui, voire lui ont occasionné des revers (avec par exemple la distanciation du Hamas par rapport à Damas mais aussi à Téhéran), l'ont ensuite conduit à s'impliquer massivement aux côtés du régime syrien. L'Iran est ainsi devenu un de ses soutiens les plus actifs. Tout en promouvant dans sa rhétorique la recherche d'une « *solution politique entre Syriens* », il a utilisé tous les moyens à sa disposition pour permettre la survie du régime. Comme l'ont montré les échanges de courriels du couple al-Assad publiés par le *Guardian* en mars 2012, **Téhéran a apporté une assistance multiforme à son allié syrien** [10]. Bien qu'il soit délicat d'en mesurer exactement l'amplitude dans tous les domaines

concernés, elle n'a de toute évidence pas cessé de s'amplifier au fur et à mesure que la situation locale se détériorait.

A. Un soutien politique et diplomatique sans faille

L'Iran a prodigué **des conseils politiques et en termes de communication** aux plus hautes instances de l'État syrien. Il a appuyé le régime de Bachar al-Assad sur les plans politique et diplomatique en multipliant les rencontres avec lui, en soutenant ses « *réformes* » et son « *plan de paix* » [11], en répétant que « *tout changement* » devait se dérouler sous la direction du président Assad et en arguant qu'il était « *le président légitime* » de la Syrie jusqu' « *à la prochaine élection prévue en 2014* » [12]. En juin 2014, Téhéran a d'ailleurs salué la réélection de Bachar al-Assad, en soulignant le caractère « démocratique » et « légitime » du scrutin. A l'attention de la communauté internationale, il a déclaré régulièrement s'opposer à toutes ingérences étrangères en Syrie et n'a pas hésité à laisser planer une menace diffuse quant à ses réactions en cas d'ingérence dans ce pays [13]. Un message dissuasif, adressé à la fois aux États-Unis et aux pays occidentaux, mais aussi à l'Arabie Saoudite, au Qatar et à la Turquie qu'il a accusé de soutenir financièrement et militairement les rebelles syriens [14]. **A l'été 2012, Téhéran s'est opposé à l'instauration d'une *zone d'exclusion aérienne* qui ouvrirait selon lui la voie à un conflit militaire. Il a soutenu Damas face aux critiques internationales -y compris de l'Onu**- [15]. Il a aussi été le seul pays membre à condamner la suspension de l'adhésion de la Syrie à l'*Organisation de la Coopération islamique* (OCI) en août 2012 [16]. Seule entorse à ce soutien inconditionnel, face à l'indignation internationale, il a condamné en mai 2013 l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, éludant toutefois la question de savoir s'il abandonnerait son soutien au président syrien s'il était démontré qu'il était responsable de l'utilisation de telles armes [17].

Téhéran a exploré de nombreuses pistes pour trouver une solution politique à la crise syrienne qui préserverait le régime de Bachar al-Assad. Il a insisté sur la centralité de l'action de l'Onu en Syrie, sachant que Damas y bénéficiait du parapluie de la Russie et de la Chine face aux pressions occidentales. Il a apporté son soutien au plan de paix en six points de Kofi Annan, l'émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe sur la Syrie, appelant à un dialogue entre le pouvoir et l'opposition. Il espérait utiliser ce dernier pour s'assurer du maintien au pouvoir de Bachar al-Assad dans le cadre d'un règlement politique qui lui serait favorable vu la disproportion des forces militaires sur le terrain à ce moment. De même, il a soutenu la mise en oeuvre du plan de cessez-le-feu proposé par Lakhdar Brahimi à l'automne 2012 [18]. Il appuiera aussi son plan de paix proposé fin décembre 2012. Ce dernier n'évoquait en effet pas le sort réservé au président Assad, laissant la porte ouverte à son maintien, une position contraire aux souhaits de l'opposition syrienne mais conforme aux vœux de Téhéran.

Pour répondre à la conférence de Genève I (juin 2012) à laquelle il n'avait pas été convié malgré l'appui russe, Téhéran a proposé en juillet 2012 d'accueillir une rencontre entre gouvernement syrien et « opposition » [19]. Pour faire valoir son point de vue, il a organisé sa propre réunion sur la Syrie en août 2012. Elle a rassemblé pendant quatre heures 29 États –souvent représentés uniquement par leurs ambassadeurs- dont la Russie, la Chine, l'Inde mais aussi Cuba, l'Irak, le Venezuela, l'Afghanistan, l'Algérie, l'Indonésie, le Pakistan ou le Zimbabwe [20]. Les Occidentaux en étaient absents, de même que la Turquie, le Qatar, l'Arabie saoudite et l'opposition syrienne. Cette réunion a surtout servi à la **propagande iranienne** pour tenter de démontrer que le régime de Damas n'était pas isolé. L'Iran a

également utilisé le sommet du mouvement des Non Alignés réuni à Téhéran comme tribune pour présenter sa proposition de résolution du conflit syrien. Il a tenté à cette occasion de convaincre de la justesse de ses positions les pays membres de l'organisation dont un grand nombre avait voté début août 2012 à l'AG des Nations Unies en faveur du texte condamnant le recours massif à la violence par le gouvernement syrien (70 des 120 pays non-alignés ont voté en faveur et huit seulement ont voté contre, comme la Syrie, l'Iran, la Chine et la Russie) [21]. Sans grand succès, comme l'ont montré les critiques du président égyptien Morsi [22]. Alors que le groupe des 'amis de la Syrie' se réunissait à Amman en mai 2013 et que les Occidentaux refusaient toujours de voir l'Iran participer à une éventuelle conférence de Genève II, Téhéran a annoncé qu'il accueillerait une nouvelle « conférence internationale » visant à trouver une « solution politique » au conflit en Syrie [23]. Il s'agissait à nouveau pour l'Iran de démontrer son poids diplomatique mais aussi de contourner les Occidentaux et leurs alliés arabes et de mobiliser des soutiens derrière le régime syrien.

Utilisant tous azimuts la carte diplomatique en parallèle à un soutien massif (voir infra), Téhéran a testé diverses combinaisons pour promouvoir une solution régionale –où la balance des forces lui est plus favorable- à la crise syrienne. Il a essayé, sans succès, d'amener Ankara, acteur régional de première importance et proche du régime syrien avant le déclenchement des manifestations mais devenu progressivement un soutien majeur des insurgés, à renouer avec Bachar al-Assad [24]. **Les relations turco-iraniennes se sont d'ailleurs détériorées dans le sillage de la crise syrienne, chacun ayant pris position pour le camp opposé**. Pour favoriser la solution régionale, éviter un isolement diplomatique, contourner les Occidentaux et élargir sa marge de manœuvre, il a aussi saisi l'offre de l'administration Morsi de participer à la réunion du « groupe de contact » quadripartite (Égypte, Iran, Turquie, Arabie saoudite) sur la Syrie dont l'Égypte a proposé la création [25]. Cette carte égyptienne a cependant disparu avec l'éviction du président Morsi en juillet 2013. L'Iran a également exploré la carte jordanienne. Téhéran a ainsi proposé que la Jordanie puisse servir de médiateur dans la crise syrienne [26]. Aucune combinaison diplomatique n'a cependant réussi à se mettre en place avant la fin de la présidence Ahmadinejad.

B. Un soutien militaire et sécuritaire fondamental pour Damas

La République islamique a considérablement assisté le régime syrien en matière militaire, de sécurité publique et de renseignement afin d'accroître ses capacités de résistance sur le terrain. Dès 2011, un large éventail d'organisations comme le ministère du Renseignement et de la Sécurité ou l'entreprise *Iran Electronics* l'ont ainsi aidé [27]. Des formateurs ont été envoyés en Syrie pour conseiller et entraîner les forces de sécurité à la lutte antiémeute [28]. Fort de sa propre expérience face au *Mouvement Vert* de 2009, Téhéran a épaulé Damas dans sa cyberguerre contre les insurgés [29]. **Il a fourni des moyens de surveillance des téléphones portables et de l'Internet**. Les Gardiens de la Révolution, notamment par l'intermédiaire de leur unité d'élite *al-Qods* (une unité chargée des actions à l'extérieur du pays*)*, ont également été dépêchés. Leur présence a été indirectement confirmée par la partie iranienne à la fin mai 2012 lorsque le vice commandant de cette unité, le général Esmaïl Ghani, a déclaré à l'agence *Irna* que si « *la République islamique n'avait pas été présente en Syrie, le massacre de la population aurait été beaucoup plus catastrophique* » [30]. Un commentaire rapidement disparu après sa publication. En juillet 2012, après

plusieurs succès de l'opposition syrienne et l'échec de la mission de l'Onu, Téhéran aurait accru son assistance militaire [31]. L'Armée syrienne libre (ASL) a ainsi capturé 48 iraniens sur le territoire syrien en août 2012. Elle les a accusés d'être des Gardiens de la Révolution. De son côté, Téhéran les a présentés comme des « pèlerins » en route vers le sanctuaire chiite de *Sayyida Zeynab* au sud de Damas [32]. Dans ce contexte, **le commandant en chef des Gardiens, Jafari, a pour la première fois reconnu que des membres de l'unité *al-Qods* étaient bien présents en Syrie** [33]. Ces « pèlerins » ont finalement été libérés et ont regagné Téhéran en janvier 2013 où leur appartenance à diverses unités des Gardiens a pu être confirmée [34]. Cette présence opérationnelle des Gardiens en Syrie a par la suite été confirmée à plusieurs reprises -comme en février 2013 à l'occasion de la mort du général de brigade iranien Hassan Shateri [35] ou en mai 2014 avec celle du général Abdollah Eskandari qui dirigeait la Fondation des Martyrs de la province du Fars jusqu'en 2013 [36]- même si Téhéran a continuellement minimisé leur rôle. Tout au plus peut-on s'interroger sur la taille des effectifs déployés –qui semble avoir été relativement faible au départ, mais se serait ensuite étoffée [37]- et sur leur degré d'implication directe aux côtés des forces pro-Assad dans les opérations militaires contre les insurgés.

Sur le plan militaire, selon les experts américains, Téhéran a aidé Damas qui se méfie de ses propres forces armées composées de nombreux sunnites, à former **une milice pro-Assad** (*Jaysh al-Sha'bi*) (National Defence Force) **composée de « *Syriens généralement chiites, pour certains alaouites* »**, afin de combattre pour le compte du régime [38]. Cette milice, qui comprendrait jusqu'à 50 000 membres selon certaines estimations, serait entraînée par les Gardiens de la Révolution et le Hezbollah libanais. Très active à Damas et Alep, elle est organisée sur le modèle du *basij* iranien selon les déclarations de Mohammad Reza Naghdi qui commande cette formation paramilitaire en Iran [39].

Par ailleurs, les réseaux militants chiites ont commencé à se mobiliser en faveur du régime syrien à partir de l'automne 2012. Le rôle exact de Téhéran dans cette mobilisation est difficile à évaluer. Sans doute a-t-il facilité les contacts, l'organisation et le déploiement de ces militants en Syrie. La mise en avant dans sa propagande du caractère anti-chiite de certains groupes *djihadistes* sunnites opérant sur le territoire syrien et la dénonciation de leurs exactions ont en tout cas réussi à attirer des combattants. La force pro-assad *Liwa Abu Fadl al-Abbas* (LAFA ou Brigade al-Abbas) serait ainsi composée de chiites de diverses nationalités (Irakiens, Syriens, Libanais, voire Afghans et Pakistanais) officiellement engagés dans la « défense » du mausolée chiite de *Sayyida Zeynab* au sud de Damas mais opérant aussi ailleurs dans le pays [40]. Un certain nombre d'organisations chiites irakiennes proches de Téhéran -comme l'organisation *Badr*-, assiste aussi le régime syrien [41].

Mais le principal allié et relais de Téhéran en Syrie est **la milice libanaise du Hezbollah** dont il est proche depuis sa création [42]. Cette dernière est un des maillons les plus importants de l' « *axe de la résistance* » face à Israël et aux États-Unis. Cette organisation partage avec lui un intérêt vital à la survie d'un régime ami à Damas. Les membres de ce mouvement ont été très utiles à Téhéran en Syrie. Outre la proximité géographique de leur base libanaise et leur expérience militaire, arabophones, il leur était plus facile d'opérer sur le territoire syrien que les Gardiens de la Révolution. Le Hezbollah qui soutient Damas dans sa rhétorique depuis le début de la crise a notamment eu pour responsabilité le contrôle de la frontière libano-syrienne face aux infiltrations des groupes rebelles anti-Assad. Il aurait assisté Damas au Liban en coopérant avec les services syriens contre les opposants à Bachar al-Assad

réfugiés dans ce pays et leurs sympathisants libanais. Fin avril 2013 dans le sillage de la bataille d'al-Qasayr, Hassan Nasrallah a reconnu publiquement l'engagement direct de forces du Hezbollah dans les opérations militaires en Syrie [43]. Depuis, cette reconnaissance a été réitérée à plusieurs occasions et les exemples de la présence des miliciens libanais se sont multipliés comme à Alep, Homs, Damas ou dans la région de Qalamoun à la frontière syro-libanaise à l'hiver 2013/printemps 2014 [44]. L'importance des effectifs engagés sur le terrain syrien reste cependant délicate à mesurer avec précision. Les chiffres de 3000 à 5000 combattants ont été évoqués [45]. Comme pour Téhéran, la perte de combattants est signalée régulièrement dans les médias [46] sans qu'il soit possible de vérifier leur nombre exact, le mouvement restant discret à ce propos. Le chiffre d'environ 500 miliciens tués en Syrie était ainsi rapporté en mars 2014 par le *Daily Star* [47]. Des pertes supplémentaires ont été enregistrées dans les mois suivants. Au final, l'assistance du Hezbollah a amélioré les capacités militaires du pouvoir syrien [48] face à ses opposants contribuant ainsi aux objectifs de Téhéran. Mais à plus long terme, le bilan de cette implication syrienne –même s'il faut rester prudent tant la situation syrienne reste incertaine- pourrait être très négatif pour le mouvement libanais et donc pour Téhéran [49].

Enfin, l'Iran a également livré d'importantes quantités de matériels à son allié syrien comme l'ont montré l'interception, en mars 2011, par les autorités israéliennes du navire « Victoria » et les saisies de cargaisons d'armes en Turquie (en mars et août 2011 et janvier 2012) [50].

> L'assistance militaire de l'Iran à Damas a été fondamentale pour la survie du régime. Le général des Marines James Mattis déclarait en avril 2013 que « *(a)bsent Iran's help, I don't believe Assad would have been in power the last six months.* »

Téhéran aurait aussi fait transiter par voie aérienne de l'équipement militaire vers Damas via l'Irak, en violation de l'embargo sur les armes à destination de la Syrie décrété par l'Onu [51]. Washington a interpellé Bagdad à plusieurs reprises à ce sujet. Sans succès, malgré l'organisation officielle par l'Irak de contrôles aléatoires d'avions cargos iraniens à destination de la Syrie à partir d'octobre 2012 [52]. Le ministre irakien des Affaires étrangères a dû reconnaître en juillet 2013 que son pays n'avait pas les moyens d'empêcher Téhéran d'envoyer des armes par le biais de son espace aérien [53]. L'assistance militaire de l'Iran à Damas a été fondamentale pour la survie du régime. Le général des Marines James Mattis déclarait en avril 2013 que « *(a)bsent Iran's help, I don't believe Assad would have been in power the last six months* » [54].

C. Un soutien économique et financier considérable

L'Iran a assisté au mieux la Syrie pour lui permettre de résister aux sanctions qui lui ont été imposées. Il a aidé Damas à écouler son pétrole via l'Irak ou lui a fourni un navire pour exporter du pétrole en direction de la Chine [55]. Téhéran serait aussi actif dans le secteur de l'électricité et aiderait Damas à se fournir en grains pour alimenter les marchés locaux et limiter les pénuries. Les deux pays ont par ailleurs finalisé un accord de libre-échange qui permet aux produits syriens d'entrer en Iran en étant très peu taxés. Mais c'est surtout en matière financière que la République islamique a été la plus active. Les médias ont fait état de

transferts vers la Syrie atteignant plusieurs milliards de dollars. Selon le *Times*, **l'Iran aurait dépensé pas moins de 10 milliards de dollars (octobre 2012) en faveur de son allié syrien**, au point que ce fardeau financier aurait créé des tensions au sein même du pouvoir entre le Guide et les Gardiens dans un contexte économique difficile pour la République islamique [56]. En janvier 2013, les deux pays ont signé deux protocoles d'accord aux termes desquels Téhéran devait notamment ouvrir **une ligne de crédit à Damas d'environ 1,3 milliards de dollars** [57]. Il s'agissait de la première annonce officielle d'un octroi de ligne de crédit de l'Iran à la Syrie. En mai suivant, les médias syriens ont annoncé l'ouverture de deux lignes de crédit iraniennes supplémentaires d'un montant total de 4 milliards de dollars. Une troisième était envisagée par Téhéran pour aider le pays frappé par l'embargo international [58]. **Grâce à cette assistance multiforme (politique, diplomatique, militaire, économique et financière) mise en place dès le début des manifestations pacifiques et intensifiées alors que le pays a sombré dans la guerre civile, la République islamique espère sauver et son allié et son alliance**.

III. L'élection de Rohani : une nouvelle donne ?

Dans le sillage de son élection (juin 2013), le président Rohani ne s'est pas écarté de la rhétorique employée par la République islamique sous son prédécesseur concernant la Syrie. Lors de sa première conférence de presse, il a rappelé la légitimité du Président Assad, s'est prononcé contre toute intervention étrangère dans les affaires syriennes –omettant au passage celle massive de son pays- et a affirmé que la crise syrienne devait être réglée par le « peuple syrien » [59]. Téhéran a poursuivi son assistance multiforme à Damas. Les deux partenaires ont finalisé à la fin juillet 2013 l'ouverture de la ligne de crédit qui avait été discutée en mai pour permettre au régime syrien d'acheter des produits pétroliers [60]. Le soutien iranien à Damas est resté constant même au plus fort des tensions de la fin de l'été 2013. Ainsi, face aux graves soupçons d'utilisation d'armes chimiques dans le quartier de la Ghouta (août 2013), même si Hassan Rohani a reconnu que des « *agents chimiques* » avaient été utilisés, il s'est refusé à désigner un responsable. Face à l'indignation internationale, partagée en Iran même, il a toutefois ajouté que « *la République islamique d'Iran, qui a été victime d'armes chimiques* (durant la guerre Iran-Irak) *demande à la communauté internationale de tout faire pour empêcher l'utilisation de telles armes partout dans le monde* » [61]. Une posture déclaratoire qui a été accueillie positivement par les commentateurs internationaux, même si cela n'a en rien modifié le soutien de Téhéran à Damas. Dans la foulée, Hassan Rohani a d'ailleurs repris des diatribes classiques de la République islamique [62]. Son administration a désigné les rebelles comme responsables de cette attaque meurtrière et mis en garde Washington contre toute intervention en Syrie [63]. Face à la possibilité d'une opération militaire internationale contre le régime syrien dans le sillage de cette attaque, Téhéran lui a réitéré son soutien politique. Il a multiplié les avertissements et les menaces voilées pour dissuader les Occidentaux et leurs alliés arabes de frapper Damas et a dénoncé les prises de positions de la Ligue arabe appelant la communauté internationale et l'Onu « *à prendre des mesures contre le gouvernement syrien* » [64].

Téhéran s'est empressé de soutenir la proposition russe appelant à mettre sous contrôle international les armes chimiques de la Syrie. Il n'a pu que s'en féliciter car elle a fait retomber la pression internationale sur Damas, rendu indispensable pour la communauté internationale le maintien du régime le temps au moins que le démantèlement de ces armes

soit effectué, et éloigné la perspective d'une intervention militaire américaine contre Damas, dont les conséquences auraient pu être incalculables pour l'Iran. L'accent remis sur la seule voie diplomatique et le rôle de l'Onu pour régler la question syrienne était également un développement très positif pour la République islamique car il lui laissait d'importantes marges de manœuvre. De même, sur le terrain militaire, le régime Assad a-t-il pu poursuivre ses opérations, engrangeant des succès militaires lui permettant de mieux se positionner pour d'éventuelles négociations avec une opposition très divisée [65]. La décision américaine a enfin contribué à tendre les relations entre les États-Unis et l'Arabie saoudite [66], ce qui est un **gain tactique collatéral non négligeable pour Téhéran** dans la « guerre froide » qui l'oppose à Riyad au Moyen-Orient depuis le déclenchement des « printemps arabes ».

Dans le sillage de cette décision américaine et de la réduction de la tension internationale autour de la Syrie, le président Rohani a lancé une véritable offensive de charme en direction des Occidentaux. Dans une interview accordée à la télévision américaine en septembre 2013, il a affirmé que son pays ne cherchait pas à obtenir l'arme nucléaire [67]. Il a ensuite rencontré le président français et s'est entretenu par téléphone avec Barack Obama, une première pour un président iranien depuis 1979. Ces divers gestes ont modifié l'image internationale de l'Iran et lui ont permis d'amorcer son retour sur la scène diplomatique. Ils ont créé l'espoir parmi les Occidentaux de voir les relations s'améliorer avec ce pays et replacé l'attention de la communauté internationale sur la question du nucléaire, faisant au passage passer le soutien iranien à la Syrie au second plan. Washington a de son côté laissé entendre début octobre 2013 qu'il pourrait accepter une participation de l'Iran à de potentiels pourparlers de paix sur la Syrie (Genève II) à condition que Téhéran soutienne le « Communiqué de Genève I » appelant à un *gouvernement de transition* dans le pays. Une position rejetée immédiatement par la République islamique qui la considérait comme le reflet de la volonté des États-Unis de se débarrasser de Bachar al-Assad. Téhéran a ainsi refusé toute condition préalable à son invitation aux pourparlers [68]. Quelques jours plus tard, le Commandant des Gardiens de la Révolution déclarait que son pays allait poursuivre « *son soutien matériel et spirituel à la nation syrienne et à son gouvernement* » [69].

A l'automne 2013, l'Iran a tranquillement continué à coopérer avec le régime syrien et à consolider ses positions dans le pays notamment dans le secteur économique. La possibilité de développer des liens ferroviaires entre leurs territoires via l'Irak a été discutée avec Damas de même que la coopération en matière d'électricité [70]. **La création d'une chaîne de télévision conjointe en arabe pour contrer le « *wahhabisme* » a été annoncée** [71]. La présence des Gardiens en Syrie n'a pas non plus été remise en cause [72] et le leader du Hezbollah a de son côté réaffirmé le soutien de son mouvement à Bachar al-Assad [73]. Sur le fond, la réduction du soutien multiforme iranien à Damas ne semblait donc pas être au programme de la nouvelle administration. Téhéran a continué à faire en sorte que le régime de Bachar al-Assad soit le mieux placé possible sur le terrain et en cas de négociations. Par son action, il s'est aussi positionné comme un acteur incontournable pour résoudre ce conflit.

Sur le front diplomatique, le président Rohani a posé des gestes d'ouverture en direction de son voisin turc et joué l'apaisement avec Ankara. Le ministre des Affaires étrangères iranien s'est ainsi rendu dans la capitale turque pour aborder la question syrienne. La présence croissante en Syrie de groupes radicaux menaçant la sécurité même de la Turquie, les conséquences lourdes de la guerre civile syrienne pour Ankara sur les plans politiques, économiques et sociétaux ainsi que le risque qu'elle n'attise encore davantage le conflit

sectaire entre chiite et sunnite ont ouvert aux deux pays des perspectives de rapprochement même si d'importantes divergences sur la Syrie continuaient de les séparer [74]. Pour Téhéran, ces ouvertures à la Turquie étaient aussi un moyen de diviser les soutiens à l'opposition syrienne.

La signature de l'accord intermédiaire de Genève sur le nucléaire le 24 novembre 2013 a ensuite contribué à créer un climat international nouveau, marqué par une certaine détente et porteur de l'espoir de voir l'Iran jouer un rôle plus constructif en Syrie. Cette détente relative permet d'envisager l'ouverture de nouveaux canaux diplomatiques et la possibilité d'une prise de contact plus aisée entre l'Iran et les puissances régionales qui ont pris fait et cause pour l'opposition syrienne. Outre Oman qui a servi de médiateur entre les États-Unis et l'Iran sur le dossier nucléaire, les autres pétromonarchies arabes du Golfe –y compris l'Arabie saoudite du bout des lèvres- ont accueilli positivement la signature de cet accord. Certaines ont commencé à s'interroger sur la possibilité d'enclencher un processus d' « engagement » prudent avec Téhéran alors que de son côté, la diplomatie iranienne a saisi l'occasion créée par le climat international positif autour de la signature de cet accord pour tenter de renouer avec ses voisins du golfe Persique. **Fin novembre/début décembre 2013, le ministre iranien des Affaires étrangères s'est ainsi rendu dans quatre des six monarchies du Golfe (Qatar, Koweït, Émirats arabes unis, Oman, les exceptions significatives étant Bahreïn et l'Arabie saoudite)** [75]. Lors de sa conférence de presse à l'issue de sa rencontre avec l'émir du Koweït, il a tenté de rassurer les pétromonarchies sur la question du nucléaire et a annoncé son intention de se rendre en Arabie saoudite [76]. Mais signe des difficultés persistantes entre l'Iran et le royaume saoudien, cette annonce ne s'était toujours pas concrétisée à l'été 2014 malgré quelques signes d'ouverture entre Riyad et Téhéran au cours des six premiers mois de l'année [77]. Des développements positifs en matière diplomatique et surtout économique ont néanmoins été enregistrés depuis l'hiver 2013 avec d'autres pétromonarchies, notamment Oman, le Koweït et dans une moindre mesure, les Émirats arabes unis. Le développement le plus spectaculaire a cependant été le rapprochement avec le Qatar. Le ministre qatari des Affaires étrangères a ainsi déclaré en janvier 2014 dans le contexte du retrait de l'invitation de l'Onu à l'Iran à la conférence de Genève II que ce pays pouvait jouer un rôle « vital » dans le règlement de la question syrienne [78]. L'expression de cette volonté qatarie de ne pas exclure Téhéran des discussions autour de la Syrie contrairement aux positions de Riyad a été accueillie très positivement par le régime iranien qui très pragmatiquement s'est hâté de saisir cette ouverture pour relancer ses relations avec Doha. Le président Rohani qui a vu dans cette ouverture à la fois la possibilité d'améliorer ses rapports avec son voisin mais aussi de marginaliser quelque peu l'Arabie saoudite dans le Golfe et de diviser les soutiens à l'opposition syrienne a appelé en février 2014 à l'essor des relations irano-qataries [79]. Les efforts dans le sens d'un rapprochement se sont poursuivis. Dans une communication téléphonique avec l'émir du Qatar, le président Rohani a ainsi déclaré en juin 2014 que les deux pays étaient « *en mesure d'établir la paix régionale* » [80]. Enfin, l'accord sur le nucléaire a aussi été bien accueilli en Turquie [81]. Avec Ankara dont la position à l'égard du conflit syrien a elle-même évolué, des progrès très substantiels ont été enregistrés à partir de l'hiver 2013. La Turquie semble désormais miser davantage sur un règlement politique du conflit syrien, ce qui est un point positif pour Téhéran. Ahmet Davutoglu s'est rendu en Iran à la fin novembre 2013, suivi du Premier Ministre Erdogan en janvier 2014. La question syrienne a été discutée entre les deux parties. Un consensus pour apaiser leurs relations, développer une certaine coordination malgré la persistance de divergences sur le dossier syrien et relancer la coopération dans d'autres secteurs semble avoir été atteint [82]. Signe de ce

progrès, le président Rohani effectuait un déplacement historique à Ankara en juin 2014. De nombreux accords bilatéraux de coopération économiques et énergétiques ont été conclus à cette occasion.

L'atmosphère générale entre l'Iran de Hassan Rohani et les Occidentaux mais aussi avec certains de ses voisins du Golfe et la Turquie semble marquée par la possibilité d'une **désescalade** plutôt que par une aggravation de la confrontation. Même si cette évolution positive peut-être fragilisée par des événements imprévus – comme l'attentat visant l'ambassade d'Iran à Beyrouth le 19 novembre 2013 attribué par le chef du Hezbollah à l'Arabie saoudite [83]- **elle pourrait faciliter la recherche d'une solution au conflit syrien**. Bien entendu, les positions sur la Syrie restent très éloignées. Même si les Occidentaux commencent à envisager la possibilité de coopérer d'une manière ou d'une autre avec Téhéran pour trouver une solution au conflit syrien [84], d'énormes difficultés doivent encore être surmontées. Tous les acteurs ne sont pas convaincus de l'intérêt d'une participation iranienne aux discussions sur ce dossier. En effet, de son côté, la République islamique a maintenu jusqu'ici son soutien multiforme au pouvoir syrien tout en se déclarant prête à participer à la recherche d'une solution politique à la crise dans ce pays. Elle a continué à refuser toute précondition à sa participation à une conférence sur la Syrie [85], misant sur le maintien en place de Bachar al-Assad sous une forme ou sous une autre, et en tout cas sur la possibilité de négocier la forme d'un nouveau pouvoir à Damas qui tiendra compte de ses intérêts. Si l'administration Rohani fait preuve de flexibilité sur le nucléaire, il n'en est pas encore question en ce qui concerne la Syrie malgré une rhétorique plus positive. En aurait-il la volonté, **Rohani n'est pas le seul à décider sur cette question. Il lui faut tenir compte du Guide, mais aussi des Gardiens qui considèrent la Syrie comme étant de leur responsabilité**. Et ces derniers ne semblent pas près à limiter leur soutien au régime en place [86]. En mai 2014, Hossein Hamedani, l'ancien commandant de la division Rasulollah de Téhéran du Corps des Gardiens, affirmait lors d'une réunion à Hamadan que 130 000 membres « formés » des forces du *basij* étaient prêts à entrer en Syrie, un commentaire rapidement disparu de l'Internet par la suite [87].

Conclusion

Vu l'intérêt de Téhéran pour l'alliance avec la Syrie, dès le déclenchement de la contestation du régime syrien, la République islamique a pris fait et cause pour Bachar al-Assad. La transformation de la contestation populaire en guerre civile et la multiplication des ingérences régionales et internationales n'ont fait que renforcer le soutien multiforme de l'Iran au gouvernement de Damas. **Par tous les moyens à sa disposition, Téhéran a aidé les autorités syriennes à survivre face au mouvement de révolte**. Dans cette perspective, la République islamique porte une certaine responsabilité dans les massacres commis par l'armée syrienne. Mais il faut reconnaître que les pays qui ont soutenu activement les insurgés ont aussi mené une guerre indirecte à l'Iran en espérant que le renversement de son allié syrien allait affaiblir à la fois le régime iranien et le courant chiite fortement renforcé dans la région depuis la chute de Saddam Hussein. L'arrivée au pouvoir d'Hassan Rohani, même si elle a modifié le ton de la politique étrangère iranienne, n'a pas transformé du jour au lendemain son positionnement à l'égard de la crise syrienne. Il a continué à soutenir le régime de Damas, à mettre en garde la communauté internationale contre toute intervention militaire et à étendre son influence dans le pays. Pourtant, l'arrivée de Rohani a détendu quelque peu l'atmosphère

internationale, laissant voir l'espoir d'une évolution positive sur le dossier syrien. Il est vrai qu'avec la signature de l'accord intermédiaire sur le nucléaire du 24 novembre 2013, les données du problème Iran-Syrie ont évolué. Cet accord provisoire, s'il aboutit à un accord définitif, peut en effet avoir des conséquences qui permettent d'imaginer une évolution ayant un impact sur la Syrie. D'une part, il pourrait contribuer à termes au retour de l'Iran dans le concert des nations, retour que le pouvoir iranien voudra renforcer en poursuivant sans doute une politique plus modérée afin de conforter son nouveau statut. Par ailleurs, en constatant que le renversement du régime iranien n'est plus à l'ordre du jour pour le moment dans les sphères politiques américaines, Téhéran peut se montrer plus conciliant et aider à la recherche d'une solution négociée à la crise syrienne. Si la République islamique n'est plus une partie de l'objectif du conflit syrien, elle pourrait participer à sa solution et contribuer à interrompre cette guerre qui a fait **au moins 190 000 morts entre mars 2011 et avril 2014 selon une étude commissionnée par l'Onu [88], des millions de personnes déplacées et considérablement déstabilisée le Moyen-Orient**. Les intérêts de Téhéran en Syrie restent cependant jusqu'à présent considérés comme vitaux pour la sécurité du pays et du régime par de nombreux décideurs iraniens. On imagine mal dans ces conditions l'Iran accepter un règlement du conflit qui ne tiendrait pas compte de ses intérêts. Téhéran s'est d'ailleurs assuré par son assistance et sa présence en Syrie que la communauté internationale ne puisse faire l'économie d'une prise en compte de ses souhaits. Le processus de rapprochement des positions iraniennes avec celle des soutiens de l'opposition syrienne afin de dégager un compromis de sortie de crise pour ce pays sera donc long et sans doute semé d'embûches.

> Les Occidentaux et l'Iran partageant désormais des intérêts communs face à l'EI - dont il reste à ce jour délicat de mesurer les effets...

Cela d'autant plus que **la situation s'est encore compliquée avec les succès militaires sur le territoire irakien de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), devenu entre-temps l'État islamique (EI)-, un mouvement *djihadiste* très anti-chiite, qui a proclamé un « califat » situé à cheval sur les territoires du nord de l'Irak et de l'est de la Syrie**. Cette nouvelle donne, très négative pour la politique irakienne de Téhéran, n'est pas non plus sans conséquence pour ses ambitions en Syrie. Ce mouvement, qui s'était longtemps essentiellement attaqué aux autres composantes de l'opposition, un gain direct pour le régime de Damas, a en effet finalement commencé à accentuer sa pression militaire sur les forces fidèles à Bachar al-Assad [89]. Une mauvaise nouvelle pour Téhéran. Les développements à Gaza sont enfin venu ajouter à cette nouvelle complexité puisqu'à l'occasion des opérations israéliennes (opération « Bordure protectrice »), le Hezbollah et Téhéran ont cherché à reprendre langue avec le Hamas pour reconstituer l' « axe de la résistance » mis à mal par leurs positions contradictoires sur le conflit syrien, une démarche qui n'est semble-t-il pas du goût de Bachar al-Assad. A l'été 2014, des difficultés imprévues ont donc surgi pour la conduite de la politique syrienne de la République islamique, introduisant des nouvelles incertitudes et peut-être aussi de nouvelles opportunités – **les Occidentaux et l'Iran partageant désormais des intérêts communs face à l'EI** - dont il reste à ce jour délicat de mesurer les effets...

Manuscrit clos en août 2014.

Copyright Septembre 2014-Djalili-Kellner/Diploweb.com

Plus

. Voir tous les articles et toutes les cartes sur le Moyen-Orient

---

P.-S.

Mohammad-Reza Djalili est Professeur émérite à l'Institut de Hautes Études Internationales et du Développement de Genève. Thierry Kellner est Chargé de cours au Département de science politique de l'Université Libre de Bruxelles (ULB). Ils sont auteurs et co-auteurs de nombreuses publications.

Notes

[1] Voir Mohammad-Reza Djalili, Thierry Kellner, L'Iran et la Turquie face au « printemps arabe », Bruxelles, GRIP, 2012, 115p.

[2] Jubin Goodarzi, Syria and Iran : diplomatic alliance and power politics in the Middle East, London, New York, Tauris Academic Studies, 2006, viii-339p.

[3] Mohsen Milani, Karim Sadjadpour, « Iran's Regional Strategy » dans CSIS, Gulf Rounstable Series, December 20, 2012 (https://csis.org/files/attachments/121220_Summary_Milani_Sadjadpour.pdf)

[4] Hugh Tomlinson, « Iran-Syrie ; Téhéran n'a plus d'argent pour son ami Assad », The Times, 11 octobre 2012.

[5] « Iran : la Syrie visée en raison de sa position anti-israélienne », Xinhua, 29 juin, 2012.

[6] « Les États-Unis et le régime sioniste sont les symboles même du terrorisme international », Irna, 18 mars, 2012.

[7] « L'Iran réaffirme son 'soutien' à Damas », AFP, 12 mars, 2012.

[8] « Iran Supports Syrian Resistance against Zionist Regime », Thai News Service, October 16, 2013.

[9] Eskandar Sadeghi-Boroujerdi, « Head of Ammar Strategic Base : Syria is Iran's 35th Province ; if we lose Syria we cannot keep Tehran », Iran Pulse, February 14, 2013.

[10] Robert Booth, Mona Mahmood and Luke Harding, « Secret Assad emails lift lid on life of leader's inner circle », The Guardian, March 14, 2012.

[11] « Iran : le plan de paix de Bachar al-Assad est un pas en faveur de la stabilité en Syrie », Xinhua, 9 janvier 2013.

[12] « Tout changement en Syrie doit se faire sous la direction d'al-Assad, selon l'Iran », Xinhua, 11 avril 2012 ; « L'Iran réitère son soutien à Assad, 'légitime' jusqu'en 2014 », Le Parisien.fr, 2 mars 2013.

[13] « Une intervention militaire en Syrie serait préjudiciable à la sécurité régionale (Iran) », Xinhua, 26 juin 2012.

[14] « L'Iran 'ne permettra pas à l'ennemi d'avancer' en Syrie », L' Orient-Le Jour, 31 juillet 2012.

[15] « L'Iran tente de dédouaner Damas dans le massacre de Houla », Le Point, 28 mai 2012.

[16] « L'Iran condamne la suspension de la Syrie de l'OCI », Xinhua,16 août 2012.

[17] « Syrie/armes chimiques : l'Iran 'condamne' », Le Figaro, 12 mai 2013.

[18] « L'Iran poursuit ses efforts en faveur d'un cessez-le-feu en Syrie », Xinhua, 23 octobre 2012.

[19] « Syrie : l'Iran propose une rencontre sur son sol », Les Echos, 16 juillet 2012.

[20] Mohammad Davari, « Iran holds Syria conference, pushes for peace talks », AFP, August 9, 2012.

[21] « L'Iran en quête de soutiens sur un cessez-le-feu en Syrie », SDA, 29 août 2012.

[22] « Washington salue les critiques de Morsi et Ban Ki-moon sur la Syrie et l'Iran », L'Orient-Le Jour, 30 août 2012.

[23] « Syrie : conférence internationale en Iran », Le Figaro, 27 mai 2013.

[24] « L'Iran appelle la Turquie et la Syrie à résoudre leur différend parle dialogue », Xinhua, 27 juin 2012.

[25] « Syrie : l'Iran participe à une réunion au Caire », LePoint.fr, 10 septembre 2012.

[26] Angélique Férat, « En Jordanie, le ministre iranien des Affaires étrangères plaide pour 'l'unité de la Syrie' », RFI, 7 mai 2013.

[27] Voir Will Fulton, Joseph Holliday, & Sam Wyer, « Iranian strategy in Syria », A joint Report by AEI's critical threats project & Institute for the Study of War, May 2013, pp. 10 et ss.

[28] Ignace Leverrier, « Qui intervient pour qui aujourd'hui en Syrie ? », Blog Un oeil sur la Syrie, Le Monde, 7 mars 2012.

[29] Margaret Weiss, « Assad's secretive cyber force », The Washington Institute for Near East Policy, Policywatch, n°1926, April 12, 2012.

[30] Agnès Rotivel, « L'Iran est présent militairement en Syrie », La Croix, 1er juin 2012.

[31] Voir Frédéric Pons, « Iran, guerre secrète en Syrie », Valeurs Actuelles, 1er novembre 2012.

[32] La Syrie abrite divers sanctuaires chiites qui sont autant de lieux de pèlerinages. Certains ont été promus pour renforcer les liens entre l'Iran et la Syrie en colorant religieusement l'alliance politique entre les deux pays.

[33] « L'Iran admet la présence de pasdaran au Liban et en Syrie », L'Orient-Le Jour, 16 septembre 2012.

[34] Will Fulton, « IRGC Shows Its (True) Hand in Syria », Iran Tracker, January 14, 2013 (http://www.irantracker.org)

[35] Will Fulton, « The Assassination of Iranian Quds Force General Hassan Shateri in Syria », Iran Tracker, February 28, 2013.

[36] Spencer Ho, « Iran holds ceremony for commander killed in Syria », The Times of Israel, June 1, 2014.

[37] Au moins 60 officiers du corps des Gardiens de la Révolution auraient été tués en Syrie depuis 2011. D'après Golnaz Esfandiari, « Iranian Revolutionary Guard Killed In Syria », Persia Letters, RFE/RL, May 29, 2014.

[38] « Syrie : le Pentagone accuse l'Iran de former une milice pro-Assad », Le Parisien.fr, 14 août 2012.

[39] Joanna Paraszczuk, « Syrian pro-Assad militias similar to Iran's Basij », The Jerusalem Post, 1st November 2012.

[40] Michael Knights, « Iran's Foreign Legion : The Role of Iraqi Shiite Militias in Syria », The Washington Institute, Policywatch, n° 2096, June 27, 2013 et Jeffrey White, « Assad's Indispensable Foreign Legions », The Washington Institute, Policywatch, n° 2196, January 22, 2014.

[41] Phillip Smyth, « The Badr Organization's Syrian Expeditionary Force : Quwet al-Shahid Muhammad Baqir al-Sadr », jihadology.net, October 18, 2013.

[42] Voir Augustus Richard Norton, Hezbollah. A Short History, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2007, 208p.

[43] « Nasrallah évoque une possible intervention directe de l'Iran et du Hezbollah en Syrie », RFI, 1er Mai 2013.

[44] Détails dans Marisa Sullivan, « Hezbollah in Syria », Institute for the Study of War, Middle East Security Report, n° 19, April 2014, 41p.

[45] « France says 3,000-4,000 Hezbollah are fighting in Syria », Reuters, May 29, 2013 et Dominic Evans, « Analysis : Hezbollah takes Syrian centre-stage, yet remains in shadows », Reuters, June 18, 2013.

[46] Par exemple « Seven Hezbollah Fighters Dead after clash on Syria border », The Daily Star, July 14, 2014.

[47] « Drastic rise in Hezbollah death toll as party battles for Yabroud », The Daily Star, March 10, 2014.

[48] Didier Leroy, « Sans le Hezbollah, le bilan serait différent », Le Soir, 24 juin 2014.

[49] Voir pour l'incertitude autour du bilan de cette intervention du Hezbollah, Martin Klasta, « Le Hezbollah en Syrie : la Résistance redéfinie ? », Maghreb-Machrek, n°218, 4, 2014, pp. 85-98.

[50] « Report Says Turkey Stops Suspected Iranian Arms Shipment to Syria », Voice of America News, August 4, 2011 et « Suspected Iran-Syria arms traffic via Turkey raises questions », Today's Zaman, January 13, 2012.

[51] Kristina Wong, « Iraq lets Iran fly arms to Syria despite U.S. protests », The Washington Times, March 15, 2012.

[52] « Un vol Iran-Syrie intercepté par l'Irak », Le Figaro, 28 octobre 2012.

[53] « Iraq 'Can't Stop' Iran Arms Transfer To Syria », RFE/RL, July 13, 2013.

[54] Jim Michaels, « Mattis interview : Syria would fall without Iran's help », USA Today, April 12, 2013.

[55] Jessica Donati, « Iran helps Syria ship oil to China », Reuters, March 30, 2012.

[56] Hugh Tomlinson, « Iran-Syrie : Téhéran n'a plus d'argent pour son ami Assad », The Times (Londres), 11 Octobre 2012.

[57] « Ligne de crédit d'un milliard de dollars de l'Iran à la Syrie », SDA, 16 janvier 2013.

[58] « Iran : crédit de 4 milliards de dollars à la Syrie », Le Figaro, 27 mai 2013.

[59] « Le président élu d'Iran contre les ingérences étrangères en Syrie », SDA, 17 juin 2013.

[60] Suleiman al-Khalidi, « Iran grants Syria $3,6 billion credit facility to buy oil products », Reuters, July 31, 2013.

[61] « L'Iran parle d' 'agents chimiques' en Syrie », Le Figaro, 24 août 2013.

[62] « L'Iran évoque l'utilisation d' 'agents chimiques' en Syrie », France 24, 24 août 2013.

[63] « Syrie : l'Iran met en garde les États-Unis », Le Figaro, 24 août 2013.

[64] « L'Iran considère que la position de la Ligue arabe sur la Syrie est motivée par des considérations politiques », Xinhua, 2 septembre 2013.

[65] Voir Jeffrey White, « The Syrian Regime's Military Solution to the War », The Washington Institute, PolicyWatch, n°2185, December 18, 2013.

[66] « Saudi spy chief says Riyadh to 'shift away from US' over Syria, Iran », Today's Zaman, October 22, 2013.

[67] Tracy Connor, « Iran's president Rohani : We will never develop nuclear weapons », NBC News, September 18, 2013.

[68] « L'Iran n'accepte aucune condition préalable à sa présence aux pourparlers sur la Syrie », Xinhua, 8 octobre 2013.

[69] « IRGC Commander Reiterates Iran's Support for Syria », Thai News Service, October 16, 2013.

[70] « Syria and Iran discuss prospects for cementing cooperation in electricity », Sana News, November 7, 2013.

[71] « Iran, Syria to launch joint anti-Wahhabism TV channel », Tehran Times, November 2, 2013.

[72] « Iran Guards commander killed in Syria », AFP, November 4, 2013.

[73] Mitchell Prothero, « Hezbollah leader vows to keep fighters in Syria, embraces Iran's talks with West », McClatchy-Tribune News, November 14, 2013.

[74] Tim Arango, Sebnem Arsu, « Turkey and Iran Signal a Softening of Differences Over Syria », The New York Times, November 2, 2013.

[75] Adam, Schreck, « Iran's top diplomat reaches out to Gulf states », Associated Press, December 4, 2013.

[76] « Iran's Zarif reassures Gulf Arabs over nuclear deal », AFP, December 1st, 2013.

[77] Martin Chulov, « Saudi Arabia moves to settle differences with Iran », The Guardian,

May 13, 2014 et Yoel Guzanski, Miriam Goldman, « What's going on between Saudi arabia and Iran », The Jerusalem Post, June 11, 2014.

[78] Andrew Parasiliti, « Qatar's foreign minister : Iran has 'crucial role' in Syria », al Monitor, January 22, 2014.

[79] « President Rouhani urges boost in Iran-Qatar ties », Irna, February 19, 2014

[80] « Rohani : L'Iran, le Qatar sont en mesure d'établir la paix régionale », Isna, 30 juin 2014.

[81] « Iran, Egypt, Syria and Turkey », Today's Zaman, November 27, 2013.

[82] « Erdogan discusses Syria policy in visit ro Itan », al Monitor, January 30, 2014.

[83] « Ryad derrière l'attentat de l'ambassade d'Iran à Beyrouth selon le Hezbollah », Libération, 3 décembre 2013.

[84] David Schenker, « Linking the Syrian Conflict to the Iranian nuclear agreement », Weekly Standard, December 13, 2013.

[85] « Iran Ready to Participate in Geneva II Talks on Syria », Fars News Agency, November 26, 2013.

[86] Arash Karami, « IRGC : Iran will do whatever's necessary to 'save Syria' », Iran Pulse, December 11, 2013 et Golnaz Esfandiari, « Iranian News Agency Removes IRGC Commander's Comments On Iranian Forces In Syria », RFE/RL, May 6, 2014.

[87] Golnaz Esfandiari, « Iranian News Agency Removes IRGC Commander's Comments On Iranian Forces In Syria », op. cit.

[88] Megan Price, Anita Gohdes, Patrick Ball, Updated Statistical Analysis of Documentation of Killings in the Syrian Arab Republic, Commissioned by the Office of the UN High Commissioner for Human Rights, Human Rights Data Analysis Group, August 2014, 26p. (www.ohchr.org)

[89] « ISIS killed 270 during Syrian gas field takeover », The Daily Star, July 19, 2014 et « Syria reinforces air base under ISIS attack », The Daily Star, August 22, 2014.